



RAPPORT MENSUEL
COMMISSION DES FEMMES DU CNRI
JANVIER 2023



IRAN

Un nombre sans précédent de
FEMMES JOURNALISTES
dans la plus grande prison de journalistes

Un nombre sans précédent de femmes journalistes dans la plus grande prison de journalistes du monde

La semaine prochaine, le soulèvement national du peuple iranien entrera dans son sixième mois. Au cours des cinq derniers mois, le régime des mollahs a tenté d'empêcher la diffusion de nouvelles et d'informations sur l'ampleur de la répression des manifestations et les dimensions de ses crimes en arrêtant des journalistes et en coupant Internet.

En raison du manque de transparence du régime iranien, le nombre de journalistes et de photographes arrêtés depuis le début du soulèvement varie entre 70 et 100.

[La Fédération internationale des journalistes](#) (FIJ) a estimé le nombre de journalistes arrêtés depuis le début des manifestations, le 16 septembre 2022, à 71 personnes, dont certaines ont été temporairement libérées sous caution, et 28 personnes, dont 14 femmes, sont toujours en prison.

Dans son rapport annuel, Reporters sans frontières (RSF) a qualifié la détention de reporters et de journalistes pendant le soulèvement de signe de répression massive. Reporters sans frontières note qu'un [nombre sans précédent de femmes journalistes](#) ont été [arrêtées et emprisonnées en Iran](#).

Reporters sans frontières a placé l'Iran à la 178e place sur 180 pays dans le classement mondial de la liberté de la presse en 2022, après la Chine, le Myanmar et le Turkménistan. Seuls l'Érythrée et la Corée du Nord sont derrière l'Iran.

[Le Comité pour la protection des journalistes](#) a annoncé que l'Iran était le premier pays à emprisonner des journalistes en 2022. La Chine, le Myanmar, la Turquie et le Belarus sont derrière l'Iran dans l'index du CPJ.

Selon le CPJ, les autorités iraniennes ont emprisonné un nombre record de femmes journalistes, ce qui reflète le rôle prépondérant qu'elles ont joué dans la couverture de ce soulèvement mené par des femmes.



Femmes journalistes détenues en Iran - Dans le sens des aiguilles d'une montre, à partir du haut du centre, Niloufar Hamedei, Elaheh Mohammadi, Vida Rabbani, Mandana Sadeghi, Farzaneh Yahya Abadi, Farkhondeh Ashoori et Nasrin Hassani

Femmes journalistes détenues dans les prisons iraniennes

Voici la liste des femmes journalistes qui sont toujours en prison. Certaines d'entre elles ont été arrêtées très récemment :

1. [Niloufar Hamedei](#), journaliste et reporter au journal Sharq, a été arrêtée le 22 septembre 2022 à Téhéran.
2. [Elaheh Mohammadi](#), journaliste et reporter au journal Ham Mihan, a été arrêtée à Téhéran le 23 septembre 2022.
3. Vida Rabbani, journaliste indépendante au journal Sharq, a été arrêtée à Téhéran le 23 septembre 2022, et a été condamnée à 7 ans et trois mois de prison le 31 décembre.
4. Nasrin Hassani, journaliste au magazine Etefaghieh, a été arrêtée le 30 septembre 2022 sur son lieu de travail à Bojnourd.
5. Farkhondeh Ashoori, journaliste indépendante et ancienne reporter à l'agence de presse Fars, a été arrêtée à Chiraz le 17 octobre 2022.
6. Farzaneh Yahya Abadi, une journaliste locale, a été arrêtée à Abadan le 19 octobre 2022.
7. Mandana Sadeghi, une journaliste, a été arrêtée le 19 octobre 2022 avec son mari à leur domicile à Abadan.



Femmes journalistes détenues en Iran - Dans le sens des aiguilles d'une montre, en partant du haut à gauche, Maral Dar Afarin, Maliheh Daraki, Mehrnoush Zarei, Saeedeh Shafiei, Melika Hashemi, Nasim Sultan Beigi, Fahimeh Nazari et Ziba Omidifar.

8. Maliheh Daraki, photojournaliste indépendant à Chiraz, a été arrêtée le 26 octobre 2022, alors qu'il couvrait une manifestation à Abadan.
9. Maral Dar Afarin, journaliste locale et militante des droits des femmes dans la province de Gilan, a été arrêtée à Lahijan le 1er novembre 2022.
10. Fahimeh Nazari, journaliste au site d'information Entekhab, a été arrêtée le 13 novembre 2022 sur son lieu de travail à Téhéran.

11. Ziba Omidifar, journaliste à Kurdpress, a été arrêtée à Qorveh le 8 décembre 2022. Elle a été soumise à de graves actes de torture et de harcèlement dans le centre de détention de l'Organisation des services des renseignements de l'IRGC. Elle a donc été transférée à l'hôpital Kowsar de Sanandaj après une semaine.

12. Nasim Sultan Beigi, journaliste indépendante, a été arrêtée par les services des Renseignements de l'IRGC le 11 janvier 2023 à l'aéroport international de Téhéran et placée en isolement à Evine.

13. Melika Hashemi, journaliste indépendante, a été arrêtée le 21 janvier 2023 après avoir été convoquée au bureau du procureur d'Evin à Téhéran.

14. Mehrnoush Zarei Hanzaki, journaliste indépendant pour les agences de presse ILNA, ISCA et ANA, a été arrêtée à Téhéran le 22 janvier 2023.

15. Saeedeh Shafiei, journaliste indépendante, a été arrêtée à son domicile à Téhéran le 22 janvier 2023.

Noms des femmes journalistes libérées temporairement sous caution

Voici quelques-unes des femmes journalistes qui ont été temporairement libérées sous caution jusqu'à la fin de leur procédure judiciaire :



Yalda Moayeri et sa photo primée.

1. [Yalda Moayeri](#), une photographe de presse indépendante et primée, a été arrêtée à Téhéran le 21 septembre et a été libérée sous caution le 20 décembre 2022.

2. [Batool Balali](#), une journaliste locale de la province de Kerman, a été arrêtée à Sirjan le 22 septembre. Elle a été libérée sous caution le 1er octobre 2022.

3. [FatemeH Rajabi](#), journaliste pour le journal Hafté Sobh et Bourseon.com, a été arrêtée le 22 septembre 2022 à Téhéran. Elle a été libérée sous caution le 19 octobre 2022.

4. Samira Alinejad, journaliste locale à Kerman, a été arrêtée à Sirjan le 22 septembre 2022 et libérée sous caution le 12 octobre 2022.

5. Bahar Aslani, photographe indépendante et militante des droits des femmes, a été arrêtée à Téhéran le 26 septembre 2022, et libérée sous caution le 6 octobre 2022.

6. [Mehnoush Tafian](#), une journaliste indépendante locale du Khouzestan, a été arrêtée à Ahvaz le 28 septembre 2022, et libérée le 12 janvier 2023, à la fin de sa peine.

7. Safieh Qarebaghi, journaliste indépendante, a été arrêtée à Zanzan le 1er octobre 2022, et libérée le 8 octobre, après avoir payé sa caution.

8. Maryam Mazrouii, photojournaliste indépendante, a été arrêtée à Téhéran le 5 octobre 2022, et libérée le 24 octobre 2022.

9. Somayyeh Masrou, reporter pour l'agence de presse ILNA, a été arrêtée à Ispahan le 8 octobre 2022, et libérée après quelques jours.



Femmes journalistes libérées sous caution - Dans le sens des aiguilles d'une montre, en partant du haut à gauche, Mehrnoush Tafian, Bahar Aslani, Fatemeh Rajabi, Safieh Qarebaghi, Saeedeh Fathi, Maryam Mazrouii, Batool Balali, Samira Alizadeh et Somayyeh Masrou.

10. Saeedeh Fathi, journaliste sportive, a été arrêtée à son domicile à Téhéran le 16 octobre 2022, après l'incendie de la prison d'Evine. Elle a été temporairement libérée sous caution le 9 décembre 2022, jusqu'à la fin de sa procédure judiciaire.

11. [Nazila Maroufian](#), journaliste à Iran Dideban et Rouydad24, a été arrêtée le 30 octobre 2022 au domicile d'un ami à Téhéran et a été libérée sous caution le 9 janvier 2023.

12. Negar Massoudi, photographe et documentariste, a été arrêtée le 30 octobre 2022 et a été libérée temporairement de la prison d'Evine le 10 janvier 2023, moyennant une caution de 2,5 milliards de tomans jusqu'à la fin de sa procédure judiciaire.

13. [Marzieh Amiri](#), journaliste économique au journal Sharq, a été arrêtée le 31 octobre 2022 et libérée sous caution le 17 décembre 2022. Elle a été privée d'appels téléphoniques pendant 16 jours et a été interrogée malgré son épilepsie.

14. Nastaran Farokheh, journaliste au journal Sharq, a été arrêtée le 27 novembre 2022 et libérée sous caution le 5 décembre 2022.

15. Maryam Vahidian, journaliste traitant des questions relatives aux travailleurs pour l'agence de presse ILNA, a été arrêtée à Téhéran le 27 novembre, et libérée de la prison d'Evine le 28 décembre 2022.



Femmes journalistes libérées sous caution - Dans le sens des aiguilles d'une montre, en partant du haut à gauche, Maryam Qanad, Maryam Vahidian, Nazila Maroufian, Marzieh Amiri, Negar Massoudi, Narges Behyari et Nastaran Farokheh.

16. Narges Behyari, photographe et vidéaste, a été arrêtée pour la deuxième fois fin novembre dans le cadre des manifestations nationales à Téhéran. Le 9 novembre, elle a été arrêtée par des agents de sécurité et transférée au quartier 209 de la prison d'Evine pour avoir empêché le passage à tabac d'une jeune fille lors de manifestations publiques. Elle a été blessée au bras gauche lors du conflit avec les forces de sécurité. Après trois semaines et la fin du processus d'interrogatoire, elle a été libérée de la prison d'Evine sans préavis.

17. Maryam Qanad, journaliste et reporter à l'agence de presse IRNA, a été arrêtée à Téhéran le 11 décembre 2022, et libérée sous caution le 12 janvier 2023.

18. Hoda et Zahra Towhidi, deux journalistes, ont été temporairement libérées sous caution après 87 jours de détention le 17 décembre 2022, jusqu'à la fin de la procédure.



Deux sœurs, toutes deux journalistes, Hoda (à gauche) et Zahra Towhidi

Emprisonnées pour avoir rapporté la vérité

Alors que le régime iranien poursuit sa répression des manifestations initiées le 16 septembre 2022 par la mort de Mahsa Amini, près de la moitié des journalistes nouvellement arrêtés sont des femmes, dont deux qui risquent la peine de mort.

L'Association canadienne des journalistes pour la liberté d'expression (CJFE) remettra le 15 février prochain [le Prix international](#) 2023 à [Niloufar Hamidi et Elaheh Mohammadi](#), deux femmes journalistes emprisonnées en Iran.

"Le CJFE décerne son Prix international de la liberté de la presse à Niloufar Hamedi et Elahe Mohammadi pour avoir risqué leur liberté et leur vie afin de dénoncer le traitement violent des femmes en Iran", a déclaré Carol Off, présidente du gala du CJFE. "Sans le courage de ces journalistes, nous n'aurions peut-être jamais connu la véritable histoire de la mort de Mahsa Amini. Niloufar et Elahe ont payé un prix énorme pour dire la vérité et nous leur en sommes vraiment reconnaissants."

[Niloufar Hamedi](#), journaliste au journal Sharq, effectuait un reportage à l'hôpital où Mahsa Amini était dans le coma. Elle a été arrêtée le 22 septembre. [Elaheh Mohammadi](#), journaliste au journal Ham Mihan, s'est rendu à Saqqez pour couvrir les funérailles de Mahsa Amini, qui se sont transformées en une importante manifestation anti-régime. Elaheh Mohammadi a été arrêtée le 23 septembre 2022.

À cet égard, Nazila Maroufian, une autre femme journaliste qui a été libérée pour le moment, a également été arrêtée le 30 octobre 2022 et emmenée à la prison d'Evine pour avoir enregistré une interview du père de Mahsa Amini, qui a démenti les affirmations du régime concernant la maladie de sa fille.

Dans une déclaration commune du 28 octobre 2022, le Corps des gardiens de la révolution (IRGC) et le ministère des renseignements (MOIS) ont accusé les journaux Sharq et Ham Mihan de diffuser des "informations orientées concernant la mort de Mahsa Amini". Ils ont accusé les deux femmes journalistes de ces journaux d'avoir diffusé la première photo de Mahsa Amini sur son lit d'hôpital et des "informations dirigées" sur les funérailles, l'enterrement et les premiers rassemblements. Les activités mentionnées par les deux agences des renseignements font partie des tâches les plus essentielles et les plus évidentes des journalistes.

En réponse à cette annonce, le directeur de la rédaction du journal Ham Mihan a déclaré : "Ils sont allés préparer un rapport pour le journal, et un rapport similaire a été préparé dans l'agence de presse Fars et d'autres agences de presse avec plus de détails."

Il a précisé qu'Elaheh Mohammadi, reporter à Ham Mihan, s'était rendu au Kurdistan pour couvrir les funérailles de Mahsa Amini en coordination avec les responsables de ce média.

Le directeur du journal Sharq a également souligné que la journaliste de ce média, Niloufar Hamedi, était en harmonie avec lui dans toutes les étapes de la couverture de la mort de Mahsa Amini et a rempli sa mission journalistique. Il a nié l'accusation d'avoir "entraîné le journaliste du Sharq à l'étranger à publier la photo et le reportage sur la mort de Mahsa Amini."

Dans son communiqué, la Guilde des journalistes de Téhéran a déclaré que ces accusations sont "une insulte à l'intelligence du public et de la communauté journalistique, à savoir deux journalistes qui comptent parmi les plus professionnels du pays."

De nombreux journalistes ont été condamnés à des peines supérieures aux plafonds légaux du régime, notamment à des peines de prison supplémentaires, à la flagellation, à l'interdiction de travailler ou de quitter le pays, ou à des travaux d'intérêt général obligatoires. Les cautions fixées pour les journalistes sont excessivement élevées.

En prononçant de lourdes peines à l'encontre de journalistes, dans certains cas au-delà de ce que la loi autorise, les autorités montrent jusqu'où elles sont prêtes à aller pour faire taire la presse.

Ces incarcérations témoignent de la volonté des autorités iraniennes de réduire systématiquement les femmes au silence. Ces journalistes risquent de payer un prix très élevé, y compris la peine de mort, pour avoir eu le courage de révéler une vérité que les autorités iraniennes cherchent à étouffer. Elles doivent être libérées immédiatement et sans condition.